

Bruno MARESCA

Dans les grandes villes, la collecte publique des déchets est à la baisse

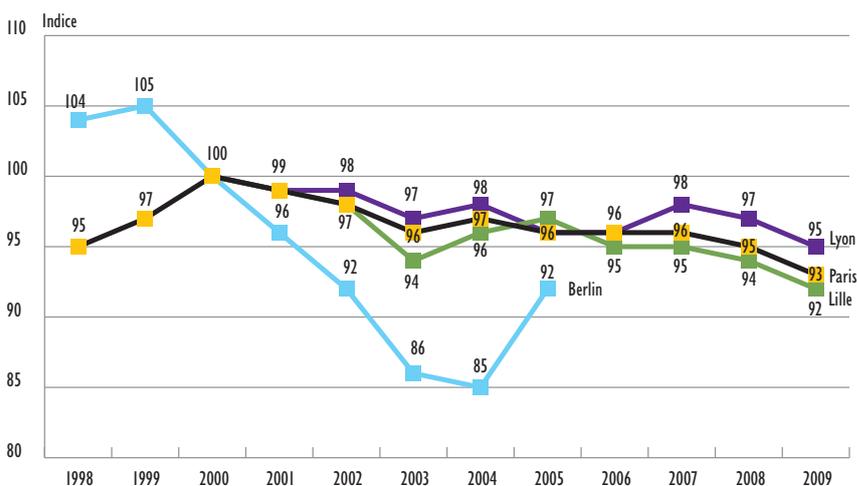
Depuis une dizaine d'années, dans les grandes villes, la collecte des déchets assurée par les collectivités est à la baisse. Pour les gestionnaires des unités de traitement des déchets municipaux, la question est cruciale: s'agit-il d'une tendance durable ou d'un effet passager imputable à la crise économique? Le Syndicat de traitement des ordures ménagères de Paris et sa région, le Sycotom, a demandé au CRÉDOC de faire la lumière sur cette baisse afin de savoir si elle est l'indice d'un ralentissement des émissions de déchets et si elle est amenée à se poursuivre. Il ressort de cette étude que la tendance observée dans des villes comme Paris, Lille ou Lyon, mais aussi Berlin ou Londres, est un phénomène complexe qui s'explique par la conjonction de facteurs propres aux grands centres urbains: la part importante des déchets des activités économiques, très sensible aux fluctuations de la conjoncture; le comportement des ménages en partie spécifique du fait de leur niveau de vie élevé et de la taille plus limitée de leurs logements; mais aussi le développement des déchetteries et des collectes spécialisées. La prévision établie par le CRÉDOC permet de penser que la collecte publique des déchets de la métropole parisienne pourrait continuer à baisser ou se stabiliser, mais ne repartira pas à la hausse.

> Moins de déchets dans les villes?

Les chiffres de l'Ademe pour la France, comme ceux de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) pour les pays de l'UE, indiquent une progression continue du tonnage de déchets collectés par les municipalités qui n'a été ralentie que par la crise économique de 2008-2009. L'AEE a même prévu une croissance de 25% des déchets urbains en Europe entre 2005 et 2020. Pourtant, la tendance à la baisse de la collecte est avérée dans plusieurs grandes villes européennes. À Berlin, la collecte de déchets a diminué de 20% entre 1999 et 2004, évolution plus marquée que celle de l'agglomération parisienne (-5% entre 2000 et 2005). Dans la capitale allemande, ce n'est pas la collecte des tonnages rejetés par les ménages qui a diminué, mais celle des activités commerciales, des déchets de voirie et des encombrants collectés par la ville. La question est de savoir si ce sont les émissions de déchets qui diminuent ou bien seulement la part éliminée par les bennes de la collecte publique. ● ● ●

PARIS, LYON, LILLE ET BERLIN: UNE MÊME TENDANCE À LA BAISSÉ

Évolution des tonnages de déchets collectés par les municipalités (base 100 en 2000)



Source: Paris, Sycotom, CRÉDOC 2010; Grand Lyon, *Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2007, 2009*; Lille Métropole, *Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2009*; Berlin, «A comparison of municipal solid waste management in Berlin and Singapore», *Waste Management*, 30 (2010).

Guide de lecture: Par rapport à l'année 2000 (indice 100), la baisse des tonnages collectés atteint en 2009, - 7% à Paris (indice 93), - 8% à Lille, - 5% à Lyon.

> La géographie de la collecte des déchets est très contrastée

Seuls les chiffres nationaux, qui cumulent tous les types de déchets traités en France, permettent de suivre, globalement, la progression des tonnages: ceux-ci ont suivi le développement de la consommation de masse, ce qui explique le doublement de la production de déchets par habitant et par an depuis 1960. Toutefois entre 2000 et 2009, la production annuelle d'ordures ménagères dans l'Hexagone s'est stabilisée autour de 420 kg/hab., alors que pour l'agglomération parisienne, elle a régressé de 482 à 414 kg/hab. Pour Paris intra-muros, cette baisse est encore plus marquée (de 555 à 475 kg/hab.).

Pour apprécier l'évolution dans les grandes villes, les données disponibles

sont les tonnages de déchets collectés par le service public d'enlèvement des ordures ménagères et des encombrants. Ramenés à l'habitant, ces chiffres sont très différents entre les quartiers les plus résidentiels et ceux où l'activité économique est très présente. Dans l'hypercentre de l'agglomération parisienne, la collecte peut atteindre 1 500 kg/hab. (dans le 1^{er} et le 8^e arrondissements) contre 370 kg/hab. dans les quartiers résidentiels (dans le 15^e et le 20^e notamment). Dans la petite couronne, la même différenciation s'observe entre communes très résidentielles (300 kg/hab.) et communes où les activités économiques sont nombreuses (500 kg/hab.), mais la fourchette est plus resserrée.

Globalement, ces différences s'expliquent moins par la sociologie des populations résidentes que par l'importance de la fréquentation des commerces et des services par les Franciliens, mais également les touristes. Dans les

quartiers où l'activité économique est la plus développée, la tendance à la baisse a été fortement affectée par la conjoncture: la collecte dans les arrondissements du centre de Paris (du 1^{er} au 10^e) a baissé de 20 % entre 2000 et 2009.

> Les répercussions de la crise n'expliquent pas tout

La première explication des variations de tonnages de déchets collectés se trouve ainsi dans les fluctuations de la conjoncture économique. Toutefois, au niveau national, la répercussion sur les tonnages de déchets collectés n'a été sensible qu'à partir de 2008. Au niveau de l'agglomération parisienne, en revanche, l'évolution de la collecte a suivi très précisément les variations de l'indicateur de l'Insee sur la propension des ménages à s'engager dans des achats importants.

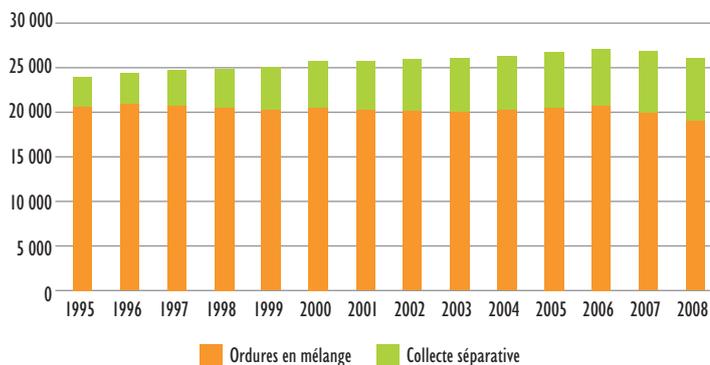
Si cette corrélation est plus directe dans les grandes villes que sur l'ensemble du territoire, c'est que les métropoles se caractérisent d'abord par une population qui a un niveau de consommation plus élevé que la moyenne (le revenu moyen des ménages parisiens est supérieur à celui de la moyenne des Français de plus de 50 %) et ensuite par une activité économique, notamment commerciale, très importante. Ces deux facteurs expliquent une réactivité beaucoup plus forte aux retournements de conjoncture que dans les territoires périurbains et ruraux.

> Les circuits de collecte spécialisés se multiplient

Les déchets collectés par les communes et traités ensuite par le syndicat intercommunal d'élimination des ordures ménagères ne représentent qu'une partie, même si elle est majeure, des déchets rejetés par les ménages et les activités. Quand les ménages portent eux-mêmes leurs encombrants ou différents types de déchets en déchetterie, ou quand les commerces et les services font appel à des prestataires spécialisés pour se débarrasser de volumes importants, les tonnages correspondants ne sont pas ramassés par les bennes à ordures de la collecte publique.

AU NIVEAU NATIONAL, LA BAISSÉ DE LA COLLECTE DES DÉCHETS (HORS DÉCHETTERIES) S'AMORCE EN 2007

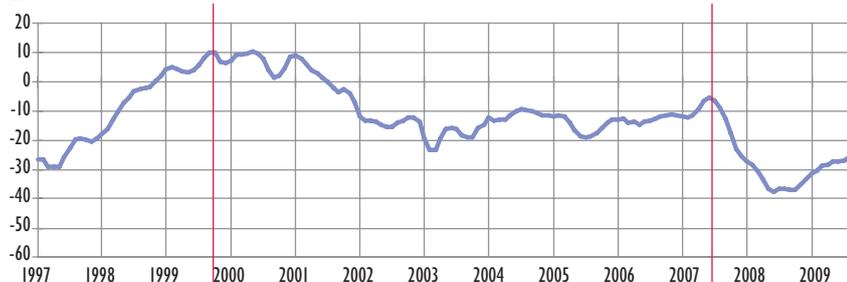
Évolution des tonnages de déchets collectés par les municipalités (en milliers de tonnes)



Source: CRÉDOC, d'après SoeS, 2010
Guide de lecture: La collecte des déchets par les municipalités (hors déchetteries) a augmenté régulièrement jusqu'en 2006, mais le tonnage des déchets non triés (OM en mélange) est à la baisse depuis 1997.

L'OPINION DES FRANÇAIS SUR L'OPPORTUNITÉ DE FAIRE DES ACHATS IMPORTANTS SE RÉPERCUTE DIRECTEMENT SUR L'ACTIVITÉ COMMERCIALE, ET PAR CONSÉQUENT SUR LA COLLECTE DES DÉCHETS DANS LA CAPITALE.

En %



Base: Ensemble des ménages

Source: CRÉDOC, d'après l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages de l'Insee.

Guide de lecture: L'indicateur de l'Insee est fondé sur la question suivante: « dans la situation économique actuelle, pensez-vous que les gens aient intérêt à faire des achats importants? ». L'indicateur est un solde entre le pourcentage de réponses positives et celui des réponses négatives: en 2001, la différence entre les 55 % de sondés qui pensent que le moment est favorable et les 45 % qui estiment que le moment est défavorable, est de +10.

Le mouvement de création des déchetteries par les communes a été très dynamique entre 1995 et 2003, au niveau national, mais aussi dans les grandes villes. Le réseau actuel tend à se stabiliser depuis 2005. À l'échelle nationale, la progression des tonnages collectés par ce nouveau circuit est très déterminante : au cours des dix dernières années, elle a été plus importante que la progression des tonnages issus des collectes séparatives (tri sélectif des déchets).

Sur le territoire de Paris et petite couronne géré par le Sycotom, les tonnages apportés directement aux déchetteries auraient progressé de 90 000 à 150 000 tonnes entre 2000 et 2008, selon l'estimation du CRÉDOC. La majeure partie n'étant pas traitée par le Sycotom, ils n'entrent pas dans l'évolution des tonnages enregistrés par le syndicat. De la même manière, les tonnages pris en charge par les circuits de collecte privés auxquels font appel les activités économiques (enlèvement des papiers, cartons, plastiques, déchets de restauration, etc.) ne sont pas comptabilisés.

La baisse de la collecte publique ne rend donc pas forcément compte de l'évolution globale de la production de déchets sur le territoire.

> Vers la réduction de la production de déchets à la source

Un ensemble de tendances vont dans le sens d'une réduction de l'émission de déchets : l'allègement et la miniaturisation des produits, le développement de la multifonctionnalité des appareillages, la diminution du poids des emballages. Selon l'Ademe, à l'échelle de la France, « le progrès technique aurait conduit, toutes choses égales par ailleurs, à une diminution de 24 % du besoin en matière entre 1990 et 2007 ».

Par ailleurs, les quinze dernières années ont vu la diffusion de la micro-informatique et de la numérisation de nombreux supports, mais aussi l'accélération de la tertiarisation de l'économie. Celle-ci va de pair avec deux phénomènes ayant un impact direct sur la baisse de production de déchets : la délocalisation hors des

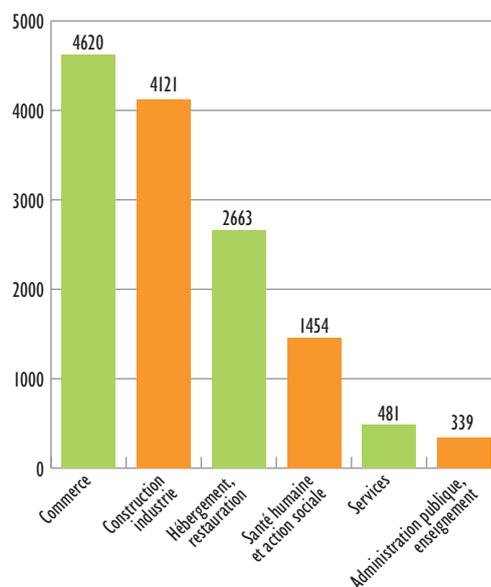
grandes villes des industries et ateliers de production et l'évolution de la consommation des ménages vers plus d'achats de services et moins d'achats de biens matériels. Alors que les Français dépen-

saient 65 % de leurs revenus dans l'achat de biens matériels en 1970, ils consomment désormais pour près de 60 % de services (en intégrant les charges du logement).

LES ENTREPRISES ONT DU CHEMIN À PARCOURIR

En 2010, l'enquête du CRÉDOC auprès de 300 entreprises représentatives du territoire du Sycotom, a permis d'estimer à 4,35 millions de tonnes, dont 1,95 pour Paris et 2,40 hors Paris, le gisement potentiel des déchets d'activité produits annuellement sur ce territoire. Les déchets produits par les salariés des secteurs de l'hébergement/restauration et de la santé/action sociale ont nettement diminué depuis 1995. Le secteur des services, qui emploie 2,2 millions de salariés sur le territoire du Sycotom, a vu sa production de déchets augmenter de 4,5 % entre 2005 et 2010, mais prévoit une baisse qui devrait durer jusqu'en 2015. Les entreprises qui pratiquent le tri sélectif dans leurs locaux sont encore minoritaires, mais une part non négligeable envisage son développement. Un effort d'incitation important doit être poursuivi pour que les activités économiques contribuent fortement à la politique du recyclage et de la réduction à la source.

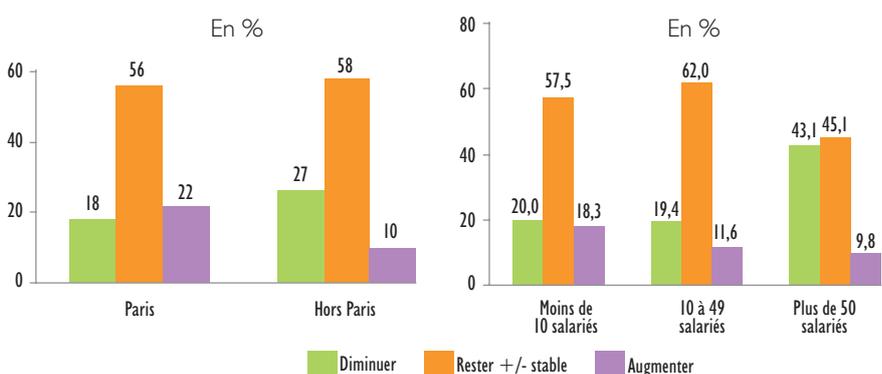
LE COMMERCE EST LE PLUS GROS PRODUCTEUR DE DÉCHETS
Production annuelle de déchets par secteur d'activité (kg/salarié)



Source : CRÉDOC, Sycotom 2010.

LES GRANDES ENTREPRISES PRÉVOIENT PLUTÔT UNE BAISSÉ DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

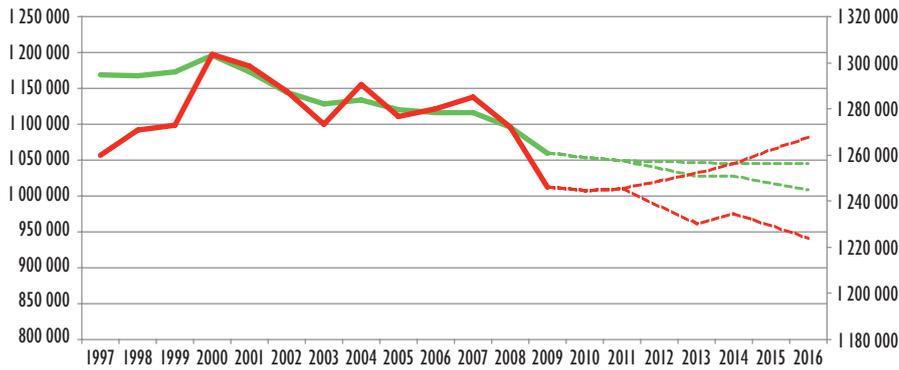
Anticipation des entreprises pour les 5 prochaines années
« Votre quantité de déchets va-t-elle diminuer/rester stable/augmenter ? »



Source : CRÉDOC, Sycotom 2010.

DANS LA MÉTROPOLE PARISIENNE, LA COLLECTE PUBLIQUE POURRAIT CONTINUER À BAISSER

Les scénarios d'évolution de la production de déchets à l'horizon 2016 (en tonne)



Source : CRÉDOC, Syctom 2010.

En vert, les tonnages d'ordures ménagères collectés à Paris (échelle de gauche); en rouge, les tonnages d'ordures ménagères collectés dans les communes hors Paris (échelle de droite).

Guide de lecture : En pointillé, les évolutions prévisibles entre 2010 et 2016, selon les deux scénarios retenus : la courbe « haute » est l'évolution anticipée s'il n'y a pas de nouveau dispositif incitatif; la courbe « basse » est l'évolution qui pourrait résulter de l'introduction de nouveaux dispositifs (redevance incitative, REP).

Enfin, différents dispositifs concourent à la limitation de la production de déchets et à leur recyclage : la collecte sélective dans les habitations, les déchetteries des communes, les collectes spécialisées pour les déchets dangereux (piles, médicaments...), les collectes privées pour les activités économiques et d'autres dispositifs qui pourraient se développer comme la tarification incitative, qui consiste à faire payer l'enlèvement des ordures ménagères non plus de manière forfaitaire mais en fonction des quantités rejetées.

> Des habitants de plus en plus éco-responsables

Une tendance de fond oriente les comportements vers la réduction d'emballages. Les enquêtes de l'Ademe sur la « Sensibilité des Français à la prévention des déchets » (2005, 2007, 2009) montrent la progression des achats « éco-citoyens ». Même si la poussée de la sensibilité en faveur de la prévention des déchets n'est pas à l'abri d'épisodes de crise qui peuvent freiner la

progression de cette tendance, comme en 2008-2009, les enquêtes du CRÉDOC montrent que la part des consommateurs qui se déclarent attentifs aux emballages dans leurs achats a progressé depuis le début des années 2000 (65% en 2003 contre 79% en 2010).

Ces évolutions comportementales se répercutent sur la composition des ordures. Entre 1993 et 2007, l'Ademe a enregistré une baisse très marquée de la quantité de papier, du fait des recyclages, mais aussi de la diminution des besoins induit par l'extension de l'économie numérique.

> Poursuite de la baisse des ordures collectées dans les prochaines années ?

En dépit des phénomènes qui poussent à la limitation des émissions de déchets et au développement des recyclages, il reste une incertitude : la baisse des tonnages de la collecte publique dans les grandes villes rend-elle réellement

compte d'une tendance à la baisse de la production globale de déchets ? Dans les dix ans à venir, des mécanismes assez contraignants vont orienter la gestion des déchets vers plus de recyclages et favoriser, du côté des ménages comme du côté des activités, le développement de circuits de collecte spécifiques échappant à la collecte publique.

Les hypothèses retenues par le CRÉDOC conduisent à deux scénarios : le premier postule qu'il n'y aura pas, d'ici 2015, de dispositif nouveau incitant à réduire les quantités de déchets ; le second, plus probable, anticipe de nouvelles incitations à réduire les déchets à la source ou les recycler davantage. Selon la première hypothèse, les tonnages collectés pourraient se stabiliser à Paris et repartir à la hausse dans les communes hors Paris. Selon la seconde hypothèse, de nouvelles incitations comme la redevance incitative et les dispositifs de responsabilité élargie du producteur (REP), obligeant les entreprises de produits manufacturés à prendre en charge la gestion des déchets engendrés par les produits qu'ils fabriquent et mettent en vente, devraient amplifier la diminution des déchets rejetés dans les poubelles ramassées par les bennes du service public. Selon ce scénario, la tendance à la baisse se poursuivrait avec la même intensité que depuis 2000.

Dans tous les cas, à mesure que les formes de tri des déchets se diversifient sur un territoire, il devient de plus en plus difficile d'établir le compte exact de la production de tous les déchets, émis par les ménages et les activités économiques, et donc de suivre son évolution dans le temps. Pourtant un tel suivi est indispensable si l'on veut évaluer l'efficacité des mesures qui visent à réduire la quantité de déchets collectée par le service public. ■

■ ■ ■ Pour en savoir plus

- > La production de déchets dans le territoire du Syctom. Prospective 2016, Bruno Maresca, Gilles Capon, Xavier Mordret, Romain Picard, CRÉDOC coll. des Rapports, n° 267, novembre 2010.
- > Enquête sur les attitudes et comportements des Français en matière d'environnement, S. Hoibian, CRÉDOC coll. des Rapports, n° R270/2010.
- > Du caddie à la poubelle : les Français sont plus sensibles aux emballages, S. Hoibian, CRÉDOC - Consommation & Modes de Vie, n° 234/2010.

● Directeur de la publication : Yvon Merlière ● Rédacteur en chef : Yvon Rendu ● Relations publiques : 01 40 77 85 01 > relat-presse@credoc.fr
 ● Diffusion par abonnement uniquement : 31 euros par an, environ dix numéros 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris ● Commission paritaire n° 2193 ● AD/PC/DC ● www.credoc.fr ● Conception/Réalisation : www.lasouris.org ●